



HAL
open science

André François-Poncet, un acteur de l'histoire franco-allemande et européenne.

Françoise Berger

► **To cite this version:**

Françoise Berger. André François-Poncet, un acteur de l'histoire franco-allemande et européenne.. Questions internationales, 2012, 56, pp.108-114. halshs-00695416

HAL Id: halshs-00695416

<https://shs.hal.science/halshs-00695416>

Submitted on 19 Mar 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

André François-Poncet, un acteur de l'histoire franco-allemande et européenne

Françoise Berger

In Revue *Questions internationales* (Documentation française), n° 56, juillet-août 2012, p.108-114.

Le diplomate André François-Poncet (1887-1977) reste célèbre pour avoir agi au cœur de l'affrontement franco-allemand pendant les années du XX^e siècle où celui-ci fut terrible. Non issu de la Carrière, il avait été promu ambassadeur de France suite à un parcours déjà riche et politiquement engagé. L'Allemagne l'avait saisi dès son plus jeune âge, et l'Europe le prit après l'expérience cruelle de la Première Guerre mondiale. Normalien de formation, il garda toute sa vie le goût des lettres et de l'écriture, l'ironie facile et l'exigence implacable — toutes deux redoutables pour ses collaborateurs.

L'Allemagne : entre curiosité précoce et déchirure de la guerre

André François-Poncet est mis très tôt en contact avec l'Allemagne, parce que son père, premier juge à la Cour de Paris, avait, comme beaucoup de ses contemporains, mal ressenti la défaite française de 1870, et qu'il voulait la comprendre. Le jeune André apprend donc l'allemand au lycée, puis, très en avance dans ses études, il passe une année en Allemagne au lycée d'Offenburg (1901-1902). Ses correspondances montrent un jeune homme de 15 ans mûr, fin observateur, doué pour l'écriture — et déjà pour l'ironie. C'est sa première rencontre avec la société allemande. Il va par la suite parfaire sa connaissance de la culture de ce pays, en particulier à l'École normale supérieure (ENS), où il passe brillamment l'agrégation d'allemand — il est en effet reçu premier au concours. Il y fait des rencontres marquantes et crée un réseau d'amitié qu'il entretiendra fidèlement toute sa vie.

Après sa nomination comme professeur à Montpellier (1910-1911), moment où il commence à publier des articles dans des journaux locaux, il poursuit le développement de ses « affinités allemandes ». Pensionnaire de la fondation Thiers (1911-1912), il suit des cours dans les universités de Munich et de Berlin, ce qui lui permet de soutenir un mémoire sur *Les Affinités électives* de Goethe. Devenu un excellent connaisseur de la société allemande, il publie, en 1913, *Ce que pense la*

jeunesse allemande. Cet ouvrage, dans lequel il dénonce le danger de guerre imminente et fait appel à l'union des Français pour en supporter l'épreuve, connaît un grand retentissement dans les milieux intellectuels et dans les milieux politiques — il vient d'adhérer à l'Alliance démocratique —, où il commence à être connu. Au moment de l'entrée en guerre, il s'est attelé depuis quelques temps à une étude du roman classique allemand. Il n'a donc pas encore renoncé à une carrière littéraire et universitaire.

La guerre va être, comme pour toute sa génération, un bouleversement violent et une expérience traumatisante. Mobilisé en 1914 comme sous-lieutenant¹, il commande pendant deux ans une compagnie d'artillerie qui participe aux combats des Hauts de Meuse, de Verdun et de la Woëvre. Sa correspondance montre qu'il ressent fortement le choc de la guerre : « Je vis dans les trous et dans les ruines, encavé, ou terré, barbu et sordide. »² Blessé assez sérieusement, il reçoit la Croix de guerre en mars 1916.

À ce moment se situe le premier tournant majeur de sa carrière. En décembre 1916, René Massigli, son grand ami de l'ENS, lui propose un poste en Suisse, dans l'agence mise sur pied par le Quai d'Orsay pour transmettre les informations issues de la presse de langue allemande. André François-Poncet est donc détaché au ministère des Affaires étrangères et rejoint Berne. C'est là qu'il apprend les méthodes qui lui seront chères toute sa vie. Tôt le matin, R. Massigli et A. François-Poncet dépouillent rapidement les journaux. Les analyses sont ensuite téléphonées à l'Information diplomatique à Paris. L'après-midi est consacré à la lecture des revues, brochures et livres divers et à la préparation des dossiers afin de constituer « une sorte d'office de renseignements sur l'Allemagne et sur la Suisse ».

À la fin de la guerre, A. François-Poncet séjourne quelque temps en Allemagne où il peut étudier les changements sociaux et économiques qui se mettent en place. Il a déjà choisi sa voie, une réorientation totale par rapport à la carrière universitaire toute tracée qui s'offrait à lui. Et ceci grâce à un hasard de la vie, celui d'une rencontre décisive avec Robert Pinot, délégué général du Comité des forges. Elle va entraîner A. François-Poncet dans une vie nouvelle, un nouveau milieu et un engagement intense. Cette rencontre survient à point dans son évolution intellectuelle, au moment où l'évidence des faits économiques change ses orientations profondes³. C'est en effet un intellectuel peu préoccupé des choses matérielles que la guerre a plongé dans le concret. Un premier électrochoc et une véritable « révélation » de ce qu'il

¹ Il est promu lieutenant en décembre 1914.

² Archives nationales (AN), 462 AP (fonds François-Poncet), 3, lettre d'A. François-Poncet à André Viénot.

³ Voir A. François-Poncet, *La Vie et l'oeuvre de Robert Pinot*, Armand Colin, Paris, 1927, p. 268.

doit faire désormais. S'il ne renie rien de son amour pour la littérature, elle passe désormais au second plan.

Du journalisme économique à l'engagement politique

En 1919, il travaille d'abord directement pour le service de presse du Comité des forges. Le *Bulletin du Comité des forges* est alors un bimensuel envoyé aux adhérents. Robert Pinot le charge de développer ce service, avec une totale marge de manœuvre. Il veut une information plus précise et plus développée que celle que peuvent fournir les grands quotidiens sur l'activité des principaux pays, et il souhaite délibérément la confier à des non-techniciens. Le *Bulletin quotidien* est publié à partir d'avril 1919. À côté de la traditionnelle information sur le secteur métallurgique, les membres trouvent désormais une analyse des questions d'actualité économique, sociale et politique, à l'international en particulier. Dès mai 1920, François-Poncet crée une société indépendante, la Société d'étude et d'information économiques (SEIE), pour gérer et publier le *Bulletin quotidien*. Les méthodes mises en place sont marquées de son empreinte personnelle.

Ses activités d'éditeur-rédacteur et de patron de presse ne l'empêchent pas de rester disponible pour d'autres activités tournées vers l'international. Ainsi, il est membre en 1922 de la délégation française à la conférence de Gênes (service de presse). Avant celle-ci, il a publié, sous le pseudonyme de Celtus, *La France à Gênes. Un programme français de reconstruction économique de l'Europe*, qui évoque la conférence à venir et le problème de la Russie, mais qui présente aussi un plaidoyer dans lequel il développe ses conceptions économiques pour l'avenir français et européen.

Dans un *Rapport au Parti républicain démocratique et social*⁴ (d'octobre 1922), A. François-Poncet tire un bilan du problème des réparations. On y note une volonté conciliatrice, tant envers les défauts du traité de Versailles qu'envers l'action des gouvernements français successifs. Si l'on ne peut lire dans ces lignes de la germanophobie, la politique et l'obstruction du gouvernement allemand sont l'objet de vives critiques, tout comme l'est l'attitude des Alliés. Lors de l'occupation française de la Ruhr (1923), il est appelé à l'état-major du général Degoutte (direction du service d'informations de Düsseldorf), afin d'étudier en détail la presse allemande, d'y observer les réactions à l'occupation française et d'y faire passer des informations. Ces activités qui l'éloignent assez longuement de Paris ont sans doute contribué à

⁴ Il est membre du Comité directeur et de la commission de propagande. Le Parti républicain démocratique et social est membre de l'Alliance démocratique républicaine.

le détacher du *Bulletin quotidien* qu'il quitte en 1924, sans abandonner le milieu du journalisme puisqu'il prend la rédaction en chef du journal quotidien *L'Avenir* la même année. Il s'agit là d'une réorientation nette vers les milieux politiques.

Engagé dès 1913 dans l'Alliance démocratique républicaine, il en restera toujours un fidèle, jusqu'à sa mort, car elle représente ce qui est le cœur de ses convictions politiques : « Ni réaction, ni révolution », soit un parti centriste, souvent proche des radicaux, mais dans une ligne économique plus libérale⁵. À partir de 1922, il y joue un rôle important, comme membre du comité exécutif puis du comité de direction politique. Grâce à une certaine notoriété et à l'appui de ses réseaux influents, il pose sa candidature aux élections législatives de mai 1924. Il rédige le programme de son parti pour ces élections au cours desquelles il est élu député de la Seine, dans la 7^e circonscription de Paris. Il est réélu dans la 2^e circonscription du VII^e arrondissement de Paris en 1928, mais son second mandat de député est vite interrompu par son entrée dans le gouvernement Poincaré en novembre 1928, comme sous-secrétaire d'État aux beaux-arts et à l'enseignement technique. Cette parenthèse lui permet un retour temporaire à l'écriture et à la rhétorique littéraire⁶. Mais c'est l'économie qui l'intéresse. Il obtient la création d'un poste de sous-secrétaire d'État à l'Économie, et à la Présidence du Conseil, alors que n'existait jusqu'alors que le ministère des Finances. Loin d'être une addition de pure forme, c'est une révolution dans la manière de penser l'encadrement de l'État comme facilitateur, au national comme à l'international⁷.

On constate alors sa proximité avec certains engagements courants dans les grands milieux d'affaires : positions européistes, libérales et contractuelles favorables à des ententes contre les États-Unis. Il participe à des conférences économiques internationales, dont celle de Genève sur les réparations, en mai 1931. Et s'il est envoyé comme ambassadeur extraordinaire en Allemagne en août 1931, ce n'est pas tant pour embrasser la carrière diplomatique que pour tenter de faire avancer les négociations pour la signature de l'accord économique franco-allemand, selon la volonté d'Aristide Briand.

Une vedette de la diplomatie à Berlin

Confirmé ensuite dans son poste en tant qu'ambassadeur de France, il y restera

⁵ L'Alliance, après la chute du Cartel des gauches auquel elle s'est opposée, devient, avec le Parti radical-socialiste, le pivot des gouvernements entre 1926 et 1929.

⁶ A. François-Poncet, *Discours français*, Grasset, Paris, 1930.

⁷ Cette création reflète en effet un changement de perspective et de rôle puisque, avec une vue d'ensemble, l'État devient le pilote et l'arbitre de l'économie - même s'il n'est pas alors question d'une intrusion directe dans les affaires économiques, comme le fera quelques années après le Front populaire avec les premières nationalisations.

jusqu'aux lendemains des accords de Munich. André François-Poncet a ainsi vécu au centre du désastre, assistant impuissant à l'effondrement de la fragile république de Weimar et à la naissance du III^e Reich hitlérien. Cette nomination est accueillie en France de manière assez enthousiaste par la presse populaire ou économique. De même, dans les milieux économiques allemands, on apprécie beaucoup le choix du nouvel ambassadeur dont on espère qu'il mettra « sa grande expérience économique au service du rétablissement de l'équilibre perdu ».

Sa première mission est difficile : depuis longtemps, les Allemands réclament aux Français des aides financières, mais à l'automne 1931, ceux-ci ne peuvent plus répondre à ces demandes, car la crise a désormais gagné l'Hexagone. Juste après la conférence de Genève, A. François-Poncet s'était fortement engagé dans la mise en place de la Commission économique franco-allemande, annoncée en octobre 1931 par une déclaration commune des deux gouvernements. Au-delà d'une coopération économique renforcée par des ententes sectorielles, cette commission devait contribuer à aider l'Allemagne à sortir de la crise, avec la perspective qu'elle puisse reprendre le paiement de ses dettes. Mais ce fut un premier échec.

À partir de l'automne 1932, A. François-Poncet propose la voie d'un accord militaire qui pourrait permettre un réarmement très contrôlé de l'Allemagne, sans nuire au besoin français de sécurité. Même s'il est très conscient et inquiet des dangers que présente l'arrivée au pouvoir des nazis, il ne modifie pas réellement sa position dans les premiers temps. Celle-ci ne semble avoir basculé qu'après le résultat du référendum de la Sarre et le rétablissement du service militaire en Allemagne. Changeant de tactique, il aurait alors travaillé à la formation d'une alliance antiallemande avec l'Italie et l'Angleterre. Mais ses espoirs étant vite déçus, il serait de nouveau revenu à une politique d'accommodement. Très vite conscient des dérives du régime hitlérien, il a constamment mis en garde le gouvernement français par un surabondant courrier diplomatique.

André François-Poncet a une certaine idée de la représentation diplomatique. Il effectue de nombreux voyages à Paris et mobilise la presse des deux pays pour informer de son action. Ses méthodes de travail s'inspirent de son expérience dans la presse. Il possède un remarquable réseau d'informateurs, au cœur même du pouvoir. Il porte en lui une certaine image de la France et l'ambassade est un lieu apprécié pour son accueil raffiné et généreux. C'est un homme élégant, portant monocle et moustache, habillé par les meilleurs tailleurs.

Il a une terrible réputation auprès de ses collaborateurs qui le craignent et le respectent tout à la fois. Extrêmement exigeant, il peut être cassant par une ironie très caustique. Il fait preuve d'une totale absence de préjugé hiérarchique, qui lui fait choisir comme proches collaborateurs les hommes qu'il estime les plus capables, quel que soit leur

grade, au grand dam des tenants de l'étiquette diplomatique.

À Rome

Le départ d'André François-Poncet pour Rome, après les accords de Munich, correspond pour lui à l'analyse d'une situation très désespérée. Il ne croit plus du tout à la paix, mais manœuvre au contraire pour retarder la guerre et tenter de convaincre l'Italie de ne pas y participer, ou au moins pour affaiblir l'Allemagne. Cet essai d'une nouvelle stratégie est un échec, car il ne trouve pas le contact avec Mussolini. La fin d'ambassade est très difficile. Entre le 10 mai et le 10 juin 1940 se joue entre l'ambassade d'Italie et le gouvernement français une course contre la montre. Persuadé que l'Italie va attaquer la France — le comte Ciano, ministre des Affaires étrangères et gendre de Mussolini le lui a dit —, il cherche pourtant des possibilités de concessions ultimes qui pourraient empêcher cette offensive. Le 10 juin 1940, l'Italie attaque la France, sa mission a échoué et s'achève sur un retour mouvementé dans le train des diplomates.⁸

Placé sur sa demande en disponibilité à compter du 1^{er} octobre 1941, il réside à Grenoble. Tenté un temps par le service du gouvernement de Vichy, il est nommé au Conseil national de Vichy, mais il semble qu'il n'y ait jamais siégé. Certains de ses éditoriaux dans *Le Figaro* font entrevoir sa perception du gouvernement de Vichy : conservateur dans l'âme, mais tenté par des réformes dans l'entre-deux-guerres, A. François-Poncet a placé, comme beaucoup de Français, un certain espoir dans Pétain, sur fond de défaite fulgurante et inattendue. Ses articles montrent qu'il a d'ailleurs adopté une partie du langage de propagande du régime. Pourtant, à partir de la fin de l'année 1942 et du retour de Laval au pouvoir, il est très déçu et il prend de plus en plus ses distances avec le régime.

En août 1943⁹, il est arrêté par la Gestapo de Lyon et conduit en captivité dans le Tyrol. A l'écart du monde et forcé à l'inaction, il lit beaucoup, écrit de nombreuses lettres à sa famille, converse avec ses compagnons de captivité et rédige des carnets intimes, *Carnets d'un captif*, qui seront publiés après la guerre. Cette pause imposée dans son existence est un moment de bilan sur sa propre vie, dans l'incertitude, parfois l'angoisse, du lendemain. Libéré par des troupes françaises, il revient en France en mai 1945.

⁸ Il rentre non sans avoir prévenu le comte Ciano : « Les Allemands sont de durs maîtres, vous vous en apercevrez-vous aussi. » Comte Galeazzo Ciano, *Journal politique*, 10 juin 1940, Oreste Zeluck, Paris, 1946

⁹ Grenoble est dans la zone d'occupation italienne et celle-ci est occupée par les Allemands à partir d'août 1943.

L'engagement européiste et humanitaire

André François-Poncet fut un européiste de la première heure. Membre fondateur de la Fédération pour l'entente européenne créée en 1926, il a aussi adhéré à la section française du Comité pour les intérêts communs des peuples de l'Europe, constituée en janvier 1925 et présidée par Paul Painlevé. Sa vision d'une Europe pour l'économie le conduit aussi à jouer un rôle méconnu¹⁰ dans la préparation du mémorandum Briand de mai 1930. En septembre 1930, l'Assemblée générale de la Société des Nations décide la création d'une Commission d'études pour l'union européenne (CEUE) dont la présidence revient à Aristide Briand. André François-Poncet y représente, en tant que conseiller pour les affaires économiques internationales, le gouvernement français à la réunion d'experts économiques qui se tient à Genève du 24 au 29 juin 1931, où il développe des propositions sur les ententes internationales. Pris ensuite par ses fonctions d'ambassadeur, et dans le contexte éprouvant des années 1930, il met au second plan ses idées européennes. Celles-ci sont réinvesties dès la fin de la guerre, d'abord sous forme d'articles de presse, ensuite à travers la création du Mouvement européen. Il participe d'abord très activement au Congrès de La Haye (7-10 mai 1948) où il se fait remarquer par plusieurs interventions, en particulier sur le sort de l'Allemagne dans une perspective européenne (projet de Commission internationale des problèmes allemands). Il fait ensuite partie des fondateurs, en février 1949, du Mouvement européen et y prend la présidence de la section française, jusqu'en 1960. Après sa retraite (fin 1955), il y assume également des responsabilités à l'échelle européenne (président du Comité d'action).

Il se montre très impliqué face aux débuts de la construction européenne. Très actif dans le Mouvement européen, il n'hésite pas — malgré ses obligations de réserve — à prendre publiquement position dans les débats qui entourent la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) et l'échec de la Communauté européenne de défense (CED) et à défendre la formation d'une communauté politique européenne dotée d'un parlement élu au suffrage universel. Mettant à profit une notoriété certaine, il tente même de faire passer ses idées dans ses chroniques au *Figaro*, où il n'est pourtant pas précisément dans la ligne du journal.

Il faut également, en parallèle à son activisme européen, signaler son engagement humanitaire au sein de la Croix-Rouge française — dont il est vice-président en 1952, puis président de 1955 à 1967 — et du Comité international de la Croix-Rouge — il

¹⁰ Selon Jacques Bariéty, « L'Union soviétique dans la pensée européenne », in Mihail Narinslci (die), *L'URSS et l'Europe dans les années 20*, Presses de l'université de Paris-Sorbonne, Paris, 2000, p. 114 et 117

est président de sa commission permanente de 1948 à 1965.

Le haut-commissaire français en Allemagne

Après un temps où il se consacre à nouveau au journalisme, A. François-Poncet est nommé conseiller politique de Robert Schuman pour les questions allemandes, au milieu de l'année 1948. Très vite il est envoyé en Allemagne auprès du général Kœnig qui dirige la zone française d'occupation. Sa tâche est de faire évoluer le système d'une organisation militaire à une structure civile et de préparer ainsi des relations plus normalisées avec la nouvelle Allemagne dès qu'elle sera constituée.

Nommé haut-commissaire quatre mois après la proclamation de la République fédérale d'Allemagne (en septembre 1949), il y restera jusqu'à la fin de la Haute-Commission alliée en mai 1955 et sera symboliquement le premier ambassadeur de France en RFA (avril-septembre 1955), quelques semaines avant de prendre sa retraite. Ces nominations sont dues à la fois à sa proximité de Robert Schuman auquel il voue une admiration extrême — sentiment très rare chez A. François-Poncet — et au fait qu'après avoir été un membre précoce des mouvements européens de l'entre-deux-guerres, il s'est à nouveau engagé très activement dans les réseaux européens. Son expérience de l'avant-guerre, où en Allemagne même, il a été considéré comme un grand ambassadeur, validait alors ce choix. De ce fait, sa nomination est plutôt bien accueillie en Allemagne, et l'on n'y doute pas qu'il fera le maximum pour l'entente franco-allemande et le développement d'une union européenne¹¹.

La situation est de fait totalement inédite dans la pratique des relations internationales, d'où la nécessité d'adaptation permanente. Or André François-Poncet va effectuer — et c'est le seul parmi les responsables alliés — l'ensemble de la période du Haut-Commissariat, ce qui montre sans doute qu'il est efficace par rapport à des objectifs évolutifs fixés par les gouvernements français successifs.

Comme lors de son ambassade à Berlin, il fait montre envers ses collaborateurs d'une grande exigence qui le fait craindre, et il utilise les mêmes méthodes de travail. Il s'appuie sur une petite équipe de proches collaborateurs appartenant à une génération plus jeune qui n'a pas été marquée par l'effondrement du régime de Weimar.

Si les relations avec le chancelier Adenauer ont pu parfois apparaître comme conflictuelles, elles n'ont pas empêché une estime réciproque. Dès le début de son entrée en fonction, on constate une certaine admiration d'André François-Poncet pour le nouveau chancelier auquel il trouve des mérites. Il décrit un chancelier et un

¹¹ A. François-Poncet, *Politische Reden und Aufsätze*, E Kupferberg, Mayence, 1949, p. 155-162.

gouvernement courageux, qui luttent contre la « démagogie » du nouveau Parlement allemand. Persuadé de la bonne volonté d'Adenauer, il l'estime « plein de sang-froid et de clairvoyance », « aussi courageux et énergique que persuasif et habile ». En fait, Adenauer le surprend positivement.

Un homme de lettres et de réseaux

La retraite d'André François-Poncet se traduit par un réinvestissement immédiat dans *de* multiples activités qu'il avait soigneusement préparées dès le début des années 1950. En effet, il pensait dès 1952 que le Haut-Commissariat serait rapidement dissous et qu'il serait renvoyé à la vie civile. Il s'investit alors dans plusieurs projets, en particulier la Croix-Rouge, mais également la Cité universitaire, dont il est le président du conseil d'administration à partir de 1951. Son impressionnante activité se traduit par une abondante correspondance, dont les archives permettent de constater que ses réseaux anciens, s'ils ont été élargis, sont toujours très actifs. Le principal de ses réseaux est celui des anciens de l'ENS, où il avait fait ses premières rencontres marquantes et créé un cercle d'amitié qu'il a entretenu fidèlement toute sa vie¹² et fait la connaissance d'hommes qu'il retrouvera dans sa carrière politique et diplomatique ultérieure¹³.

Cet homme féru de littérature, qu'il pratique au quotidien, tant par ses lectures que par ses écrits, a véritablement l'amour des « belles lettres ». Celui-ci se traduit par un style très « littéraire », même dans ses dépêches diplomatiques — dont on lui reproche souvent le nombre et la longueur. Sensible aux honneurs, son élection à l'Académie française (1953) puis à l'Académie des sciences morales et politiques (1960) a consacré un objectif préparé de longue date pour lequel il a déployé une véritable stratégie d'approche. Ses prétentions littéraires sont certaines — il faut dire qu'il en a le brio et la formation de base — et c'est bien en tant qu'écrivain et défenseur de la langue française qu'il veut être reconnu. L'Académie française est pour lui le symbole absolu de cette reconnaissance.

Un parcours dans l'Histoire

André François-Poncet a décrit en 1948 sa vision du métier d'ambassadeur¹⁴, une vision traditionnelle, dévouée à la grandeur de la France et à sa représentation. Mais est-ce pour autant une action traditionnelle ? Il semble au contraire qu'il ait largement

¹² En particulier ses amis Jules Romains et René Massigli.

¹³ Par exemple Léon Blum ou Yvon Delbos.

¹⁴ André François-Poncet, « Le métier d'ambassadeur », *Revue de Paris*, septembre 1948, p. 1-15.

contribué au renouvellement des pratiques, à l'innovation dans les méthodes d'information, y compris dans leurs aspects techniques comme celui du chiffre.

Sa grande connaissance de la culture allemande, doublée de son expérience inscrite sur la longue durée lui ont donné une vision duale de l'Allemagne. Mais il n'est pas le seul de sa génération ou de la précédente¹⁵. Dans ses jeunes années, il fait preuve de condescendance, mais exprime en même temps une certaine sympathie pour le peuple allemand, tout en dénonçant le danger que représente son gouvernement. Alors que la période de son ambassade à Berlin a évidemment contribué à mettre en avant le danger allemand, il se montre conciliant envers la nouvelle République allemande tôt après la guerre. Dès qu'il prend ses fonctions en 1948, il est d'avis que non seulement l'Allemagne ne constitue plus un danger, mais aussi qu'il faut répondre positivement à la volonté de rapprochement d'Adenauer, des partis, des associations et de la presse allemande. Ce choix ne l'empêche pas d'être assez méfiant, au moins dans un premier temps. Mais son Allemagne de cœur, celle de la culture, est aussi celle que symbolisent le chancelier et sa nouvelle capitale Bonn, ville rhénane et catholique.

Il s'agit ainsi d'un parcours véritablement atypique pour un intellectuel happé par la sphère économique puis politique, qui devient l'ambassadeur le plus expert de la question allemande. Grand personnage public bien qu'au second plan, d'un caractère vigoureux, mais apprécié de beaucoup, il assumait des positions tranchées sur les relations franco-allemandes ou franco-italiennes, sans être toujours écouté. Il fut aussi un homme aux multiples facettes. Outre son engagement diplomatique dans les relations franco-allemandes et sa fidélité en politique aux côtés de l'Alliance démocratique, il s'est engagé profondément pour deux causes qui lui tenaient à cœur : la construction européenne et la cause humanitaire, une autre forme de diplomatie.

¹⁵ Voir Jean-Pierre Colin, « Maurice Barrès et l'Allemagne », *Questions internationales*, n° 48, mars-avril 2011, p. 116-121.